



Bruxelles, le 25 juin 2021  
(OR. en)

---

Dossier interinstitutionnel:  
2020/0036 (COD)

---

10125/21  
ADD 1

CODEC 958  
CLIMA 160  
ENV 457  
ENER 300

#### NOTE POINT "A"

Origine:	Secrétariat général du Conseil
Destinataire:	Conseil
Objet:	Projet de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant le cadre requis pour parvenir à la neutralité climatique et modifiant les règlements (CE) n° 401/2009 et (UE) 2018/1999 ("loi européenne sur le climat") ( <b>première lecture</b> ) - Adoption of the legislative act = Déclarations

#### Déclarations de la Commission

##### Puits UTCATF et objectif pour 2030

Le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie (UTCATF) de l'UE émet des gaz à effet de serre en même temps qu'il absorbe le CO<sub>2</sub> dans les sols et la biomasse. La restauration et la croissance de notre puits de carbone terrestre – la capacité d'absorption du CO<sub>2</sub> par notre environnement naturel, par exemple les arbres – sont essentielles à la réalisation de nos objectifs climatiques.

Nous avons besoin d'un puits de carbone en croissance pour que l'Union parvienne à la neutralité climatique d'ici à 2050. Inverser la tendance actuelle nécessite de prendre de mesures importantes à court terme. Dans sa communication intitulée "Accroître les ambitions de l'Europe en matière de climat pour 2030 - Investir dans un avenir climatiquement neutre, dans l'intérêt de nos concitoyens", la Commission estime qu'il est nécessaire et possible d'inverser la tendance actuelle et d'élever le puits de carbone à des niveaux supérieurs à 300 millions de tonnes équivalent CO<sub>2</sub> d'ici à 2030.

La Commission présentera des propositions visant à réviser le règlement UTCATF conformément à cette ambition.

## Accès à la justice

L'UE et ses États membres sont parties à la convention de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (CEE-ONU) sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice dans le domaine de l'environnement du 25 juin 1998 (ci-après dénommée "convention d'Aarhus").

Lorsqu'ils s'acquittent de leurs obligations au titre du règlement (UE) 2018/1999 concernant la participation du public à l'élaboration des plans nationaux en matière d'énergie et de climat et aux consultations sur les stratégies à long terme, les États membres devraient veiller à ce que le public concerné ait accès à la justice en cas de manquement à ces obligations. Cela doit se faire en conformité avec la jurisprudence pertinente de la Cour de justice de l'Union européenne en ce qui concerne l'accès à la justice en matière d'environnement et dans le plein respect des obligations contractées par les États en tant que parties à la convention d'Aarhus<sup>1</sup>.

---

---

<sup>1</sup> Voir également la communication intitulée "Améliorer l'accès à la justice en matière d'environnement dans l'UE et ses États membres" [COM(2020) 643].